



www.tresor.cgt.fr/13/

En ce début d'année, le climat social bouge et se modifie. Salaires, emploi, temps de travail, services publics s'affirment comme des sujets de préoccupation majeurs chez les salariés du secteur public comme du secteur privé.

RAS LE BOL !!

Les manifestations et les journées d'action qui rythment la période permettent à des centaines de milliers de salariés du public, mais aussi du privé, d'exprimer avec une détermination nouvelle leurs revendications.

L'ampleur de ces mobilisations, leur caractère unitaire et le soutien de l'opinion publique dont témoignent les sondages (65 % des français soutiennent les journées d'action des 18, 19, et 20 janvier) ont déjà permis d'engranger des premiers résultats, notamment à la SNCF où les cheminots ont forcé leur direction à reculer.

Au-delà des salariés du secteur public, cette évolution de la combativité est révélatrice d'un profond mécontentement, d'un vrai **RAS LE BOL** :

→ APRES LES 18,19 et 20 JANVIER:

→ REUSSIR ENSEMBLE

→ LE 5 FEVRIER !

Les mesures prises ou annoncées par le gouvernement et le patronat continuent, sur un rythme soutenu, à saper ce qui constitue les bases de notre contrat social, les règles de notre vie en société.

Rien n'échappe à leur frénésie de remise en cause. De la retraite à l'assurance maladie, des salaires à l'emploi, des règles d'indemnisation du chômage aux services de l'Anpe, des services publics au Code du travail tout ce qui participe à la cohésion et à la régulation sociale est visé.

Ces choix ultra- libéraux, largement dictés par le programme du Medef qui multiplie exigences et provocations, creusent les inégalités, abaissent l'ensemble des protections pour tous les salariés, retraités et chômeurs et concourent à **aggraver l'insécurité sociale** qui tend de plus en plus à caractériser notre société.

Dans le privé, en dix ans, les dividendes distribués par les entreprises à leurs actionnaires ont progressé de 74 % contre une augmentation moyenne de 8 % pour les salaires !

Dans le même temps , les exonérations de charges accordées aux employeurs au titre de la seule année 2004 s'élèvent à 19,6 milliards d'euros (six fois plus qu'il y a dix ans) mais cette baisse du « coût du travail » n'a pas permis d'augmenter l'activité et donc de réduire le chômage ! L'objectif recherché n'est donc pas de donner un travail aux privés d'emplois...mais bien d'augmenter le profit !

Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est, pour la première fois depuis vingt ans, reparti à la hausse et les titulaires d'un emploi stable ne sont plus épargnés par la pauvreté.

ASSEZ DE MEPRIS ET D'INJUSTICES !

Sur ce fond déjà gravement dégradé, le Medef en rajoute. Il exige un droit du travail réduit à sa plus simple expression, il pèse pour réduire encore les dépenses publiques d'intérêt général et démanteler les services publics, et c'est au nom d'une prétendue « liberté de gagner davantage », qu'il entend remiser au rayon des accessoires la loi sur les 35 heures. **Ce sont ces orientations que, pour l'essentiel, met en œuvre le gouvernement.**

Le fossé ne cesse ainsi de se creuser entre les attentes sociales des salariés, leurs aspirations nombreuses et diverses, et les réponses qui y sont apportées. Faire prendre en compte ces revendications, c'est le sens de l'appel à manifester le 5 février que lancent ensemble la Cgt, la Cfdt, la Cftc, FO auxquelles se joignent la Fsu, l'Unsa et Solidaire.

L'union Syndicale CGT Trésor 13 vous donne rendez-vous derrière la banderole de la Fédération des Finances CGT des Bouches-du-Rhône !



FEDERATION DES FINANCES ENSEMBLE POUR GAGNER

La CGT Trésor 13, c'est
aussi un site internet :

www.tresor.cgt.fr/13/

Nous contacter :

04 91 17 92 06

04 91 17 91 96

Télécopie

04 91 17 92 33

courriel

cgt.013@cp.finances.gouv.fr



✓ **Unité**
✓ **Combativité**
✓ **Proximité**
✓ **Solidarité**

Je me donne la force de mon avenir, pour mes revendications, pour mes
droits,

Je me syndique à la CGT !

Nom :

Prénom :

Poste ou service :

Grade :

Echelon

Temps partiel :

Signature.

Local CGT, Trésorerie Générale, 183 ave du Prado 13008 Marseille

Dans le Bouches- du- Rhône, les organisations syndicales **CGT** - **CFDT** - **CFTC** - **FSU** - **UNSA** - Union Syndicale **Solidaires**, ont fait leur la déclaration unitaire formulée par les confédérations CGT - CFDT - FO et CFTC. Nationalement et localement, elles ont été rejointes par la FSU, l'UNSA et Solidaires pour appeler à une grande journée nationale d'action le 5 février 2005.

SAMEDI 5 FEVRIER 2005

15 H 00 VIEUX-PORT

« Les organisations syndicales Cftc, Fo, Cfdt, Cgt réunies ce jour appellent l'ensemble des salariés et des demandeurs d'emploi à une journée nationale d'actions et de mobilisations locales dans toute la France, le 5 février 2005. »

Cette mobilisation portera sur :

- *le temps de travail (35h, jour férié...),*
- *l'exigence de vraies négociations salariales dans le public et le privé pour permettre le développement du pouvoir d'achat*
- *le développement de l'emploi,*
- *la défense du code du travail menacé par les dérégulations.*

Les organisations syndicales appellent leurs structures locales à se rencontrer pour mettre en œuvre les formes de mobilisation et d'action qui leur paraissent les plus appropriées aux revendications qu'elles portent. »

Les organisations, syndicales des Bouches du Rhône apportent une attention soutenue au regard de la situation de l'emploi dans les Bouches du Rhône, à la nécessité du maintien des atouts économiques de notre département, notamment à travers des dossiers comme : Les Services Publics de proximité et de pleine compétence, Nestlé, Lustucru, la SNCM, la plate- forme de Lavera, Diebold...

Elles s'engagent à travers cette première journée à poursuivre, aux côtés des salariés concernés, la construction d'initiatives et interventions qui s'opposent à la fois aux mauvais coups et qui permettent ensemble de construire des réponses, mettent au centre le progrès social et le droit au travail de ces salariés et de la jeunesse ainsi que la santé économique de ce département.